

DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales exprimées en pourcentage du PIB sont un indicateur de la mesure dans laquelle les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes défavorisés ou vulnérables.

Définition

Les dépenses sociales publiques comprennent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement (prestations « en nature »), et les allègements fiscaux accordés à des fins sociales. Pour être considérées comme « sociales »,

Tendances à long terme

En 2005, les dépenses sociales publiques représentaient en moyenne 21 % du PIB. On observait cependant de fortes différences d'un pays à l'autre. Ainsi, le poids relatif de ces dépenses était d'environ 29 % du PIB en Suède et en France, contre 7 % au Mexique et en Corée.

Les dépenses sociales publiques brutes ont par ailleurs sensiblement évolué au fil du temps. Le poids relatif moyen de ces dépenses dans 28 pays de l'OCDE est en effet passé de 16 % du PIB environ en 1980 à 18 % en 1990, puis 21 % en 2005. Les situations varient selon les pays de l'OCDE, mais en moyenne, les ratios dépenses sociales publiques/PIB ont enregistré les hausses les plus marquées au début des années 80, au début des années 90, puis de nouveau au début de ce millénaire, le ratio moyen dépenses publiques/PIB ayant progressé d'1 point de PIB au début des années 2000. Entre ces moments charnières au début de chaque décennie, les ratios dépenses/PIB n'ont guère varié; au cours des années 80, le ratio moyen dépenses sociales publiques/PIB de la zone OCDE a fluctué juste en deçà de 20 %, tandis que pendant les années 90, il a eu tendance à diminuer après le repli de l'activité économique du début des années 90, tout en se maintenant aux alentours de 20 % du PIB.

Il est utile de ventiler les dépenses en fonction de leur finalité sociale, afin de mieux analyser l'évolution et l'orientation des politiques. D'une manière générale, les trois principales catégories de transferts sociaux sont les pensions de retraite et de réversion (7 % du PIB en moyenne), les dépenses de santé (6 %) et les transferts de revenus à la population en âge de travailler (4 %). Les dépenses publiques au titre des autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où la contribution des pouvoirs publics à la fourniture des services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus importante.

Les aides publiques aux familles avec enfants représentent 2 % du PIB en moyenne, mais cette proportion a augmenté dans la plupart des pays depuis 1980. Les aides aux familles excèdent 3 % du PIB dans les pays nordiques ainsi qu'en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni, ces pays possédant les systèmes publics les plus étoffés d'allocations pour enfant à charge, de congés payés et de garde d'enfants. De plus, les pouvoirs publics peuvent également aider les familles par le biais du système fiscal; à titre d'exemple, on mentionnera le « quotient familial » en France et le « fractionnement des revenus » en Allemagne.

On compte autant de pays dans lesquels les dépenses d'assurances sociales liées à l'incapacité de travailler (prestations d'invalidité, de maladie et d'accident du travail) ont diminué que de pays où elles ont augmenté depuis 1980. Des baisses particulièrement importantes ont été constatées en Belgique et aux Pays-Bas.

les prestations doivent viser un ou plusieurs objectifs sociaux. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, mais elles peuvent aussi concerner les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Les programmes relatifs à la fourniture de prestations sociales doivent se caractériser par : a) une redistribution des ressources entre les ménages, ou b) une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Les dépenses présentées ici se réfèrent uniquement aux prestations sociales publiques et excluent les prestations similaires fournies par des organisations caritatives privées.

Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB constituent l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé aux fins de comparaisons internationales. Il soulève des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui peuvent être sous-estimées dans certains pays. Comme indiqué précédemment, les prestations sociales similaires fournies par des organisations caritatives privées ne sont pas prises en compte.

Source

- Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Adema, W. et M. Ladaïque (2005), *Net Social Expenditure, 2005 Edition: More Comprehensive Measures of Social Support*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 29, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Transformer le handicap en capacité : Promouvoir le travail et la sécurité des revenus des personnes handicapées*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (vol. 1) : Norvège, Pologne, Suisse*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (vol. 2) : Australie, Espagne, Luxembourg et Royaume-Uni*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (vol. 3) : Danemark, Finlande, Irlande et Pays-Bas*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, www.oecd.org/statistics/social.

Dépenses sociales publiques

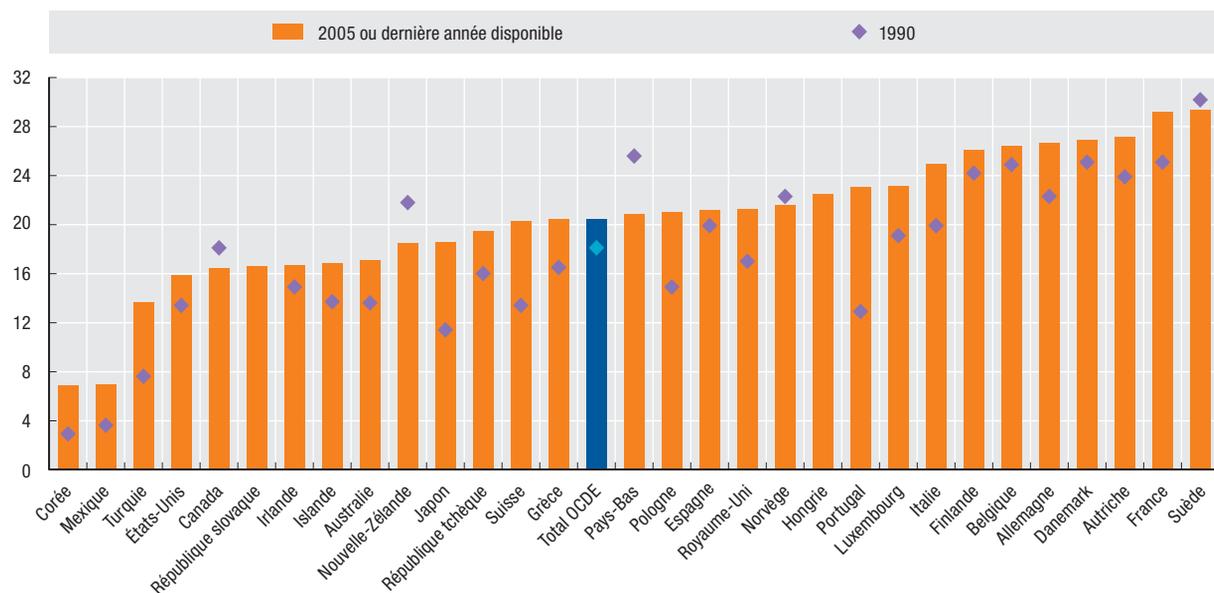
En pourcentage du PIB

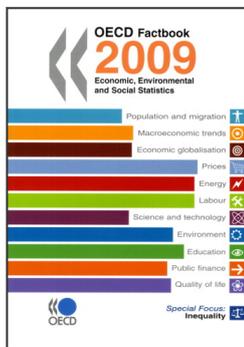
	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	22.3	26.5	27.1	26.4	26.3	26.3	26.2	26.3	27.0	27.3	26.7	26.7
Australie	13.6	16.6	16.6	16.4	17.1	17.0	17.8	17.3	17.5	17.8	17.7	17.1
Autriche	23.9	26.5	26.6	26.7	26.6	26.9	26.4	26.6	27.0	27.5	27.3	27.2
Belgique	24.9	26.2	26.8	25.7	26.1	26.0	25.3	25.8	26.2	26.5	26.6	26.4
Canada	18.1	18.9	18.1	17.4	17.8	16.7	16.5	17.0	17.1	17.2	16.6	16.5
Corée	2.9	3.3	3.5	3.8	5.2	6.3	5.0	5.4	5.3	5.6	6.3	6.9
Danemark	25.1	28.9	28.2	27.2	26.5	26.4	25.6	25.9	26.6	27.6	27.5	26.9
Espagne	19.9	21.4	21.3	20.7	20.6	20.3	20.3	20.0	20.4	21.0	21.2	21.2
États-Unis	13.4	15.3	15.1	14.9	14.7	14.5	14.5	15.1	15.9	16.2	16.1	15.9
Finlande	24.2	30.9	30.8	28.5	26.3	25.7	24.3	24.2	25.0	25.8	26.0	26.1
France	25.1	28.6	28.9	28.7	28.9	29.0	27.9	27.9	28.6	29.0	29.1	29.2
Grèce	16.5	17.3	17.9	17.9	18.6	19.2	19.2	20.6	20.0	19.9	19.9	20.5
Hongrie	..	..	..	..	..	21.1	20.0	20.2	21.4	22.2	21.7	22.5
Irlande	14.9	15.7	14.8	14.0	13.0	14.1	13.6	14.4	15.3	15.8	16.2	16.7
Islande	13.7	15.2	14.9	14.6	14.8	15.4	15.3	15.3	16.9	18.2	17.9	16.9
Italie	19.9	19.9	22.0	22.7	22.9	23.3	23.3	23.5	24.0	24.4	24.7	25.0
Japon	11.4	14.3	14.6	14.7	15.5	16.1	16.5	17.4	17.8	18.1	18.2	18.6
Luxembourg	19.1	20.8	20.9	21.2	20.9	20.4	19.7	20.8	22.0	23.4	23.9	23.2
Mexique	3.6	4.7	4.4	4.5	5.0	5.7	5.8	5.9	6.3	6.8	6.7	7.0
Norvège	22.3	23.3	22.5	22.0	23.6	23.6	21.3	22.2	23.6	24.5	23.2	21.6
Nouvelle-Zélande	21.8	18.9	18.8	19.8	20.3	19.6	19.4	18.6	18.7	18.2	18.0	18.5
Pays-Bas	25.6	23.8	22.6	21.8	21.4	20.5	19.8	19.7	20.5	21.2	21.1	20.9
Pologne	14.9	22.6	22.8	22.2	21.4	21.6	20.5	21.9	22.3	22.3	21.4	21.0
Portugal	12.9	17.0	17.6	17.5	17.9	18.3	19.6	19.9	21.3	22.9	23.1	..
République slovaque	..	18.6	18.2	17.9	18.0	18.5	17.9	17.6	17.7	17.1	16.5	16.6
République tchèque	16.0	18.2	18.1	18.8	19.1	19.5	19.8	19.8	20.6	20.7	19.7	19.5
Royaume-Uni	17.0	20.2	19.9	19.0	19.4	19.1	19.2	20.1	20.0	20.5	21.1	21.3
Suède	30.2	32.1	31.7	30.5	30.3	29.8	28.5	28.9	29.5	30.3	29.8	29.4
Suisse	13.4	17.5	18.0	18.7	18.8	18.6	17.9	18.4	19.2	20.3	20.3	20.3
Turquie	7.6	7.5	9.7	10.8	11.1	13.2	..	..	..	..	..	13.7
Total OCDE	18.1	19.9	20.0	19.7	19.8	19.7	19.3	19.7	20.2	20.7	20.6	20.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544036521217>

Dépenses sociales publiques

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537860231647>



Extrait de :
OECD Factbook 2009
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2009-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Dépenses sociales », dans *OECD Factbook 2009 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2009-78-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.